

Département : VAR

Canton : GAREOULT

Commune : PIERREFEU-DU-VAR

REPUBLIQUE FRANCAISE

ARRETE DU MAIRE

PORTANT DEROGATION DE TONNAGE LIEE A LA LIVRAISON DE BETON LIQUIDE PAR CAMIONS-MALAXEUR POUR LA CONSTRUCTION D'UNE MAISON INDIVIDUELLE – POINT P POUR LE COMPTE DE SAS SOTRAPIM 41, chemin de Jean Court de PIERREFEU-du-VAR (83390)

Le Maire de la Commune de PIERREFEU-DU-VAR.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée ;

VU les articles L.2211-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2213-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'article R.225 du Code de la route ;

VU l'article L.113-2 du Code de la Voirie Routière ;

VU l'article 610/5° du Code Pénal ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992, livre 1, huitième partie sur la signalisation temporaire ;

VU l'article 135 de la huitième partie du livre 1 de l'instruction sur la signalisation routière ;

VU la circulaire 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2002 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et notamment l'article 7 réglementant les travaux bruyants sur la voie publique ainsi que sur les chantiers proches des habitations ;

VU l'arrêté municipal n°PM-2020-170 en date de 25/11/2020 réglementant la circulation et le stationnement sur la commune de PIERREFEU-du-VAR ;

VU la demande formulée le 13/10/2022 par l'entreprise POINT P, représentée par M. BIANCONI, pour le compte de la SAS SOTRAPIM, domiciliée Z. I. LES CONSACS – BP 90 – à BRIGNOLES (83175) en vue de livraison de béton liquide sur le chantier de M. et Mme SIGNORET, sis 41 chemin de Jean Court à PIERREFEU-du-VAR (83390),

CONSIDERANT qu'il convient de permettre à CINQ camions-malaxeurs appartenant à l'entreprise et/ou ses prestataires, de la catégorie des poids-lourd, d'un PTAC inférieur ou égal à 19 tonnes, d'effectuer des allers-retours jusqu'au chantier du 21/10/2022 au 31/10/2022 de 08h00 à 16h30,

CONSIDERANT la topographie de la commune,

CONSIDERANT la nécessité de prendre toutes les mesures nécessaires à la préservation des enrobés des voies de circulation empruntées par l'ensemble des véhicules afférents au chantier, en particulier le risque de déversement de béton liquide, en limitant le chargement des camions malaxeurs à 1m³ de moins de leur capacité totale,

CONSIDERANT que la circulation de ces véhicules poids lourds peut présenter des risques à l'égard du public et des riverains,

CONSIDERANT la nécessité d'éditer une réglementation particulière et provisoire de la circulation et du stationnement des véhicules sur l'itinéraire menant au chantier afin de prévenir ces risques.

ARRETE

Article 1 : L'entreprise POINT P, représentée par M. BIANCONI, pour le compte de la SAS SOTRAPIM, et/ou ses prestataires sont autorisés, à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, à faire circuler CINQ camions-malaxeurs de leur flotte, de la catégorie des poids-lourds, d'un PTAC inférieur ou égal à 19 tonnes, jusqu'au chantier de M. et Mme SIGNORET, sis 41 chemin de Jean Court à PIERREFEU-du-VAR (83390), du 21/10/2022 au 30/10/2022 de 08h00 à 16h30.

Article 2 : Seuls les véhicules immatriculés DN-998-TE / DY-085-CV / 528-BPY-83 / BN-831-LF et FV-893-AS dérogent à la réglementation municipale sur le tonnage des véhicules. Cependant, dans le cas où l'entreprise POINT P, représentée par M. et Mme SIGNORET pour le compte de la SAS SOTRAPIM, et/ou ses prestataires seraient dans l'obligation de faire appel à un ou plusieurs camions de dépannage afin d'assurer la continuité des livraisons, ces derniers bénéficieraient de la présente dérogation.

.../...

Article 3 : Les véhicules bénéficiant de la présente dérogation devront obligatoirement emprunter l'itinéraire suivant : arrivée par la Route de Hyères - Rond-point des 3 Pins - avenue de Lattre de Tassigny – avenue Charles de Gaulle – avenue du 8 Mai 1945 – chemin de Jean Court jusqu'au chantier ; arrivée par la route de Cuers – Rond-point des Harkis, avenue des Anciens Combattants d'AFN - Rond-point des 3 Pins, avenue Charles de Gaulle – avenue du 8 Mai 1945 – chemin de Jean Court jusqu'au chantier.

Article 4 : Au vu la topographie de la commune sur les voies empruntées et pour éviter les déversements de béton liquide sur la chaussée, les camions malaxeurs devront contenir obligatoirement 1m³ de moins que leur capacité totale. Tout déversement constaté sur les voies fera l'objet de poursuites.

Article 5 : L'entreprise POINT P, représentée par M. BIANCONI, pour le compte de la SAS SOTRAPIM, et/ou ses prestataires seront responsables de toutes dégradations, incidents ou accidents qui pourraient survenir sur les itinéraires empruntés. Lesdites entreprises prennent l'engagement de décharger expressément la commune de PIERREFEU-du-VAR et ses représentants de toutes les responsabilités civiles, en ce qui concerne tous les risques éventuels, et, notamment les conséquences des dommages qui pourraient être causés aux personnes ou aux biens, par le fait d'un accident survenu au cours ou à l'occasion du passage de ses véhicules, s'engagent à supporter ces mêmes risques, et déclarent être assurés à cet effet auprès d'une compagnie d'assurance.

Article 6 : Lors de la livraison du béton, le cas échéant, l'entreprise POINT P, représentée par M. BIANCONI, pour le compte de la SAS SOTRAPIM, et/ou ses prestataires seront autorisés à stationner leurs véhicules au droit du chantier, à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, et devra se limiter à l'occupation du domaine public strictement nécessaire à ses livraisons et aux indications portées sur le présent arrêté, assurer la commodité du passage et tenir en parfait état de propreté les caniveaux ainsi que les abords de leur installation. En cas de dégradation ou de salissure, la commune de PIERREFEU-du-VAR fera procéder aux travaux de remise en état des lieux aux frais exclusifs du permissionnaire.

Article 7 : L'entreprise POINT P, représentée par M. BIANCONI, pour le compte de la SAS SOTRAPIM, et/ou ses prestataires n'auront le droit, en aucun cas, de céder leurs droits à une autre personne, soit par vente, soit par location.

Article 8 : L'entreprise POINT P, représentée par M. BIANCONI, pour le compte de la SAS SOTRAPIM, et/ou ses prestataires devront se conformer aux règles de sécurité publique.

Article 9 : L'entreprise POINT P, représentée par M. BIANCONI, pour le compte de la SAS SOTRAPIM, et/ou ses prestataires devront présenter sa permission à toute réquisition des agents de la force publique.

Article 10 : Tout manquement aux dispositions mentionnées supra entraînera la révocation de plein droit du présent arrêté, sans préjudice des poursuites qui pourraient être prises à leur égard.

Article 11 : Le présent arrêté sera notifié à l'entreprise POINT P, représentée par M. BIANCONI, pour le compte de la SAS SOTRAPIM, et/ou ses prestataires en la forme administrative.

Article 12 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de PIERREFEU-du-VAR.

Article 13 : Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que cette décision pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon - 5 rue Racine - B.P.40510 - 83041 Toulon Cedex 9, à compter de sa publication ou notification. Le tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 14 : Monsieur Le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de PIERREFEU-DU-VAR, les agents de la Police Municipale et tout agent de la force publique territorialement compétent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à PIERREFEU DU VAR,
Le 14/10/2022



Le Maire,
Patrick MARTINELLI.